PUBLIC

Compte rendu de la rencontre de travail sur le budget 2027 de la Ville de Gatineau tenue dans la salle des comités de la Maison du citoyen, 25, rue Laurier, Gatineau, le mercredi 4 novembre 2026 à 9 h à laquelle sont présents, madame la mairesse Maude Marquis-Bissonnette, mesdames et messieurs les conseillers-ères, Vincent Roy, Sonia Ben-Arfa, Caroline Murray, Rachel M. Deslauriers, Adrian Corbo, Steve Moran, Isabelle Cousineau, Isabelle N. Miron, Julie Bélisle, Tiffany-Lee Norris Parent, Marc Carrière, Catherine Craig-St-Louis, Luc Chénier, Chloé Bourgeois, Timmy D. Jutras, Jean Lessard, Michael Korhonen, et Edmond Leclerc formant quorum du comité.

Monsieur le conseiller Vincent Roy préside la séance.

Sont également présents, mesdames et messieurs Simon Rousseau, directeur général, Simon Comtois, directeur général adjoint, Gestion des actifs et des projets, Yess Gacem, directeur général adjoint, Relations citoyennes et communautés, Christian Tanguay, directeur général adjoint, Services administratifs, Véronique Angers, directrice générale adjointe, Développement durable, Andrée Loyer, directrice exécutive, François Léveillé, directeur de cabinet, Laurent Lavallée, directeur des communications du Cabinet, Éric Pilotte, conseiller stratégique du Cabinet du conseiller désigné et Me Véronique Denis, greffière, ainsi que Alexandra Aubry-Richard, directrice territoriale, centre de services de Hull, Catherine Bellemare, directrice, Bureau du centre-ville, centre de services de Hull, Dave Cassivi, directeur territorial, centre de services de Buckingham et Masson-Angers, Djimta Domtinet, directeur, Planification des actifs et des investissements, Renée Guénette, chef de division, Finances, Richard Kouamé, directeur, Finances, Marie-France Laviolette, directrice, Ressources humaines, Yvan Moreau, directeur territorial, centre de services de Gatineau, Marie-Ève Prévéreault, directrice adjointe, Ressources humaines, Marie-Hélène Rivard, directrice, Communications, Marianne Strauss, directrice territoriale, centre de services d'Aylmer et Charlène Thivierge-Lortie, directrice, Finances.

RT20261104-P1 **CHANTIERS BUDGÉTAIRES 2027 – MASSE SALARIALE**

Introduction par monsieur Simon Rousseau. Présentation par mesdames Marie-France Laviolette, Marie-Ève Prévéreault et monsieur Richard Kouamé.

L'objectif de la présentation est de présenter un portrait global de la masse salariale de la Ville.

Plan de la présentation :

1. Masse salariale : ses composantes;
2. Masse salariale : les facteurs d'influence;
3. Masse salariale : un regard comparatif;
4. Les effectifs : une composante clé;
5. La croissance de la masse salariale;
6. Se donner les moyens de nos ambitions.

Une période de questions et de commentaires a lieu.

Un mandat à l'administration sera proposé, à la fin des discussions. Le travail d'optimisation sera structurant pour l'organisation et la vision d'ensemble maintenant disponible avec la Stratégie de gestion des ressources humaines est pertinente et importante.

Un questionnement est soulevé quant à l'augmentation du taux de CNESST et aux enjeux considérés. Une portion de la hausse est attribuable au taux de l'unité, mais aussi à l'expérience des quatre dernières années. Il y a une hausse de la durée des absences, possiblement liée à la hausse des absences de nature psychologique. Ces situations sont évidemment adressées, notamment par le lancement du programme de prévention en santé psychologique.

Des questions sont adressées relativement à la distinction entre le nombre inscrit aux pages 11 et 14. La différence est expliquée par la notion d'équivalent temps complet (page 11) vs le nombre d'employés (page 14). Il est souhaité, avec l'étalonnage, d'en arriver à une base commune, d'où les données utilisées à la page 11 (informations transmises au MAMH).

Des comparaisons sont faites entre les corps d'emploi présentés à la page 11, notamment quant au nombre de policiers à Gatineau. On explique qu'il y a une distinction à faire avec les villes de Longueuil et de Québec, considérant que ces corps de police desservent des agglomérations. Également, selon le niveau, des équipes spécialisées sont requises. Il serait souhaité d'avoir accès à la population desservie par les différents corps policiers.

Une demande est présentée pour avoir accès à la ventilation des structures de poste pour le SUDD et le Service des communications. On mentionne que plusieurs données sont incluses aux fiches annexées.

On demande quel service utilise le plus le recours au temps supplémentaire et si le temps supplémentaire est occasionné par des postes vacants. Le temps supplémentaire est principalement réalisé par les postes 24/7, ajoutant que certaines actions rendues sont essentielles, pour respecter les obligations (ex : schéma de couverture de risques en sécurité incendie). Les postes vacants peuvent aussi expliquer le temps supplémentaire. Des travaux sont faits pour essayer de trouver des solutions, considérant l'impact aussi sur les employés. Il est évidemment souhaité de combler tous les postes vacants.

Il serait souhaité d'avoir accès au budget géré par chacun des gestionnaires et des contremaitres. Cette donnée n'existe pas actuellement, des analyses seront requises pour savoir si cette donnée peut être isolée. Un élu présente certains calculs réalisés, en comparable avec les autres grandes villes, en venant aux résultats que les cadres de la Ville de Québec et de Sherbrooke géraient un plus grand budget. Un questionnement est donc soulevé quant aux tâches réalisées par les gestionnaires. Les chiffres soumis devront être analysés par l'administration. On explique que l'analyse à Gatineau est plutôt faite sur le ratio d'encadrement. L'étalement du territoire a aussi un impact sur le nombre de cadres, notamment au niveau du nombre de contremaîtres requis. Il y aurait une présomption à l'effet que les cadres seraient moins utilisés pour la gestion financière, que plus de latitude pourrait leur être donnée.

En suivi d'une question préalablement adressée, on souhaiterait obtenir des données relatives à la population desservie pour chacune des villes, pour les différents corps d'emploi (page 11). On rappelle toutefois que plusieurs villes sont des agglomérations.

Concernant le Plan d'accès en égalité en emploi (14), une mise à jour est présentée, notamment quant aux progrès réalisés et aux actions en cours. Une présentation sera aussi faite aux membres du conseil éventuellement afin de présenter le portrait plus en détail. Les données présentées font suite à une campagne d'auto-identification, les informations sont donc fournies sur une base volontaire.

Relativement à l'étalonnage indiqué à la page 12, il serait souhaité de connaître la source des données indiquées. Pour les postes vacants, on demande si des partenariats sont faits à l'externe pour aider à leur dotation. Il y a effectivement des situations où le recrutement est plus difficile. Le bon partenariat est alors identifié, pour aider à répondre aux besoins de la Ville.

On demande si le PAÉE prévoit de l'accompagnement pour les employés issus de communautés ethnoculturelles, notamment pour l'accès à des postes supérieurs. Des précisions sont présentées en ce qui a trait au plan d'action dont s'est dotée la Ville. Concernant le plan d'effectifs policiers (page 6), on confirme que les données présentées incluent le déploiement de la police de proximité aux chiffres inscrits.

Un questionnement est soulevé quant aux ressources offertes aux pompiers pour la santé psychologique, au même titre que les policiers. Les pompiers ont accès au PAE et en cas d'urgence, d'autres mesures peuvent être mises en place. Il y a aussi une ressource en santé psychologique au SPVG, qui accompagne aussi les pompiers. Il pourrait être intéressant d'évaluer la possibilité d'ajouter une ressource dédiée aux pompiers. On demande aussi quels seraient les impacts de la négociation en cours sur la masse salariale des pompiers. À cet effet, des hypothèses ont été intégrées à la planification budgétaire 2027 (page 6).

Une proposition de mandat à l'administration sera transmise par courriel aux membres du conseil :

Le comité exécutif recommande au conseil municipal :

De mandater la Direction générale afin d'établir un cadre stratégique et opérationnel de référence de la masse salariale, tel que précisé dans la recommandation 6 du plan financier à long terme. Ce cadre permettra de renforcer la capacité de l'organisation à anticiper, suivre et maîtriser l'évolution de la masse salariale, dans une perspective de saine gestion des ressources pour la période 2028-2030.

La rencontre de travail sur l'étude du budget 2027 est suspendue à 10 h 13.

Mesdames Marie-France Laviolette, Marie-Ève Prévéreault et Marie-Hélène Rivard quittent la rencontre.

Reprise de la rencontre de travail sur l'étude du budget 2027 à 10 h 30.

Messieurs Joao Moreira, directeur adjoint – Réalisation de projets, Infrastructures et projets, Patrick Larose, directeur, Infrastructures et projets, Philippe Cadieux, Thierry Belinga et madame Johane Lavigne, directrice adjointe – Réalisation de projets, Infrastructures et projets se joignent à la rencontre.

RT20261104-P2 **BILAN 2026 DU PLAN D'INVESTISSEMENTS**

1. Bilan 2026 du Plan d'investissements

Présentation par messieurs Joao Moreira, Patrick Larose et madame Johane Lavigne.

Plan de la présentation :

1. Portefeuille de projets 2026;
2. Rappel du cycle de réalisation des projets;
3. État d'avancement;
4. Sommaire;
5. Conclusion.

*portefeuille de projets 2026 - annexé

Une période de questions et de commentaires a lieu.

Les équipes sont félicitées pour les résultats présentés. Il est important de distinguer que les éléments non atteints sont hors du contrôle de la Ville.

Le calendrier de travaux utilisés est très pertinent pour les élus, notamment pour connaître les échéanciers et les suivis budgétaires. Il y a une grande satisfaction à l'égard des travaux réalisés.

En référence à la page 11, un questionnement est soulevé quant aux délais de réalisation des grands chantiers (1 à 5 ans). Le processus est un processus simplifié, qui permet d'aller rapidement à l'étape des plans et devis. Certains projets requièrent de plus grands délais, notamment lorsqu'il est question de servitude ou lorsque des autorisations ministérielles sont requises. On demande également si certains chantiers peuvent se faire plus rapidement (ex : profilage de chantiers). Chaque projet est unique et dépend donc des intrants requis et du cycle de démarrage requis. Les directions territoriales peuvent aussi être interpellées pour des projets particuliers.

Les communications auprès des citoyens sont importantes, en amont des projets, pour aider à la compréhension. Les équipes sont remerciées pour le travail fait en ce sens.

On demande si la Ville dispose d'un portait détaillé des investissements réalisés par district. Un portrait de l'équité territoriale sera présenté publiquement au début de l'année 2027, un mandat avait été donné à cet effet.

On souligne la finalisation du dossier du site Cook, la lutte aux changements climatiques étant importante pour la Ville.

Un projet pilote sera déployé en 2027 pour le rapatriement à l'interne de certains services sans ajout de ressources (ex. pavage), pour évaluer le besoin de ressources internes ou externes.

Dans les défis présentés à la page 23, on demande quel est le pourcentage d'interventions dédiées à des opérations urgentes vs des interventions pour des projets planifiés. Un suivi pourrait être fait à cet effet. Si on se projette dans le futur, on se demande si le Service de travaux publics ne travaillera que sur des urgences, si nous sommes incapables de rattraper le retard. Des plans de gestion des différents actifs sont en élaboration, un mandat sera présenté à cet effet. Un questionnement est adressé quant aux investissements faits à la Maison du citoyen. Un suivi sera aussi fait à cet effet, notamment pour les contrats ayant été octroyés.

On souligne le prix génie Méritas remporté par la Ville.

La rencontre de travail sur l'étude du budget 2027 est suspendue à 11 h 23.

Messieurs Joao Moreira, Patrick Larose et madame Johane Lavigne quittent la rencontre.

Monsieur le conseiller Marc Carrière quitte son siège.

Reprise de la rencontre de travail sur l'étude du budget 2027 à 11 h 35.

Mesdames Jacynthe Matteau, cheffe de section – Immobilisations et dette, Finances, Marie-Hélène Rivard, directrice, Communications et monsieur Antoine Cremer, conseiller politique se joignent à la rencontre.

RT20261104-P3 **DEMANDES BUDGÉTAIRES DES ÉLU(E)S**

Dépôt seulement.

RT20261104-P4 **BILAN 2026 – LOGEMENTS ABORDABLES**

Présentation par messieurs Philippe Cadieux et Thierry Belinga.

Plan de la présentation :

1. Programmes et état des projets subventionnés;
2. Perspectives à venir et financement;
3. Conclusion.

Une période de questions et de commentaires a lieu.

Les équipes sont remerciées pour le travail réalisé, les orientations politiques s'alignant avec les orientations de l'administration. Il est important d'agir rétroactivement pour permettre l'accès aux logements abordables à Gatineau. Nous devons agir où nous avons du contrôle, l'Espace promoteur est un bon levier, avec le Comité choc.

Les efforts déployés sont salués. Il est important de pouvoir mettre en œuvre la Stratégie sur le logement abordable adoptée, en collaboration avec la CTDH et le comité choc.

Il faut demeurer ambitieux, malgré la situation financière de la Ville, en étant innovant pour permettre la construction de logements abordables.

Dans le cadre des OGAT, le prochain défi à relever sera l'accès aux logements familiaux, à prix abordable. Une préoccupation est soulevée quant à l'accessibilité aux logements pour les jeunes de la Ville, qui n'ont pas accès aux logements subventionnés, sans avoir les moyens d'acquérir une propriété. Des projets sont souhaités pour faciliter l'accès à la propriété, un plan d'accès sera présenté à cet effet à la CDTH. On craint actuellement l'exode des jeunes vers les banlieues, en raison du coût des maisons à Gatineau.

La rencontre de travail sur l'étude du budget 2027 est suspendue à 11 h 58.

Messieurs Philippe Cadieux, Thierry Belinga, Antoine Cremer et Bob Rioux quittent la rencontre.

Reprise de la rencontre de travail sur l'étude du budget 2027 à 14 h 30.

Monsieur le conseiller Marc Carrière reprend son siège.

Messieurs Luc St-Arnaud, chef de service, Planification des actifs et des investissements, Joao Moreira, directeur adjoint – Réalisation de projets, Infrastructures et projets, Patrick Larose, directeur, Infrastructures et projets et madame Johane Lavigne, directrice adjointe – Réalisation de projets, Infrastructures et projets se joignent à la rencontre

RT20261104-P5 **PLAN D'INVESTISSEMENTS – VOLET MAINTIEN 2027-2031**

Présentation par messieurs Jim Domtinet et Luc St-Arnaud.

Les objectifs de la présentation sont de :

- expliquer les principes généraux du PIVM;
- présenter l'exercice budgétaire PIVM 2027-2031.

Plan de la présentation :

1. PIVM – Principes généraux;
2. Démarches d'analyse des projets;
3. Financement;
4. Autres projets ayant un impact à court/moyen terme et non financés;
5. Annexe A – Sommaire du PIVM 2027-2031.

RECOMMANDATIONS :

CP–FIN–2026–020

Le Comité recommande au conseil d'atteindre le niveau requis de 236 M$ par année (qui constitue un minimum sur la base de coûts constants, et qui devra être indexé pour tenir compte de l'inflation et du vieillissement des actifs) en haussant graduellement le montant global de ses investissements annuels sur la durée du prochain PFLT. (REC no 1).

Pour les budgets 2027 et 2028, cette recommandation tel que formulée par le comité se traduit par la hausse des investissements en maintien équivalent à un pourcent du compte de taxes, financée par la dette.

CP–FIN–2026-021

Le comité exécutif recommande au conseil de reprioriser un montant de 8 616 000 $ provenant de sommes accumulées dans divers projets des PIVM antérieurs afin d'utiliser les fonds libérés pour financer le PIVM 2027-2031, soit :

- 625 000 $ provenant du projet de la rue de Lois, prévu à l'enveloppe ING-09-008 du PIVM 2022
- 4 000 000 $ provenant des soldes résiduels du projet Notre-Dame
- 3 991 000 $ provenant des soldes disponibles des PDIs antérieurs

CP–FIN–2026-022

Le comité exécutif recommande au conseil de bonifier les prévisions du partenariat fiscal pour les années 2029 à 2031 d'un montant total de 4 000 000 $, soit : 600 000 $ pour 2029, 1 300 000 $ pour 2030 et 2 100 000 $ pour 2031.

CP–FIN–2026-023

Le comité exécutif recommande au conseil d'approprier des fonds totaux de 21 770 000 $, pour les années 2027 à 2031, provenant de la réserve cycle de vie pour financer des travaux de réfection sur les infrastructures identifiées comme faisant partie de la réserve cycle de vie.

CP–FIN–2026-024

Le comité exécutif recommande au conseil :

- de financer la construction du second écocentre - secteur ouest par les redevances de développement, les redevances du PGMR (projets en cours) et par la tarification GMR. Le dernier montant pour l'année 2027 est de 800 000 $;
- de financer à l'année 2028 du Plan d'investissements – volet maintien, l'aménagement du terrain à l'est de l'écocentre de l'Aéroparc un montant de 1 500 000 $ financé par les redevances PGMR et la tarification GMR.

CP–FIN–2026-025

Le comité exécutif recommande au conseil l'adoption du Plan d'investissements 2027-2031 – volet maintien tel que présenté.

Une période de questions et de commentaires a lieu.

Les communications peuvent parfois être complexes avec les citoyens, les gens souhaitant que les infrastructures fonctionnent et soient bien entretenues. Toutes les villes du Québec vivent les mêmes enjeux, en raison des responsabilités liées au maintien des infrastructures et la diminution de la contribution du gouvernement. Les normes évoluent, les infrastructures sont vieillissantes, la Ville grandit et les coûts sont plus élevés. La Ville doit revoir ses façons de faire et le chantier sur les infrastructures permettra notamment de mieux planifier. Des éléments techniques guidant les décisions pourront être présentés, pour mieux vulgariser les décisions et les rendre plus faciles à comprendre. L'octroi d'un mandat à l'administration sera demandé, avec appui du comité exécutif, relativement aux besoins de la Ville pour ses infrastructures.

On croit que le rattrapage doit être fait, mais une préoccupation est soulevée quant à la capacité d'y répondre, advenant la disponibilité de financement. Des précisions sont données à cet effet, mais une certaine croissance pourrait être requise dans les équipes de projet et de soutien. Les programmes de subvention sont aussi regardés, pour maximiser les possibilités. Un questionnement est adressé quant aux travaux prévus au Centre aquatique Lucien-Houle (page 13). Des vérifications seront faites pour les travaux prévus au Centre aquatique, afin de confirmer l'urgence d'agir en 2027.

Des précisions sont données relativement à l'indexation demandée en 2027, la hausse sera graduelle. Il est confirmé qu'un bilan annuel de la commissaire aux infrastructures sera présenté, des vérifications seront faites quant à la disponibilité possible d'un rapport.

Dans la dernière année, plusieurs changements ont été faits dans les façons de faire, on demande si le bilan de ces changements a été réalisé. Le cycle n'est pas encore complété pour confirmer les résultats, mais les changements permettent une certaine flexibilité dans le lancement des appels d'offres. Les indicateurs sont positifs et pourront être confirmés au printemps.

On demande comment les liens seront faits entre la Politique de gestion des actifs et le PIVM, notamment en ce qui a trait à la mobilité. La Politique de gestion de l'eau sera présentée sous peu, qui représente la majeure partie des actifs de la Ville. Les plans de gestion des actifs permettront de combiner les besoins en maintien des actifs au besoin d'amélioration. Ce portait unique permettra aux décideurs d'évaluer les impacts des investissements dans les différents volets.

Madame la mairesse Maude Marquis-Bissonnette quitte son siège à 15 h 10.

Relativement au profilage des fossés présenté à la page 14, on précise que des sommes sont déplacées entre différentes enveloppes : les travaux restants tombent dans une catégorie de travaux qui nécessitent des études de bassin versant, puisque les travaux vont au-delà de reprofilage. Pour le bassin de rétention de la zone blanche (page 27), les travaux ont été devancés à 2027. Il est souhaité d'avoir le financement disponible, advenant qu'il y ait des opportunités pour lancer certaines actions. Concernant l'Écocentre de l'Ouest, la date de livraison sera transmise ultérieurement.

Pour les investissements prévus pour les travaux routiers, on précise les montants octroyés en 2025 et 2026 à titre de comparaison. On demande par ailleurs si des partenariats avec le privé ont été réfléchis pour certains projets d'envergure. La Ville capte en effet toutes les possibilités pour permettre le développement de ses infrastructures et demeure à l'affût des opportunités. Il est suggéré de mettre en ligne une plateforme où les investisseurs pourraient s'inscrire.

Concernant le maintien du Centre de transbordement situé sur le boulevard de la Carrière (page 14), des détails sont fournis sur les travaux prévus.

Des questionnements sont soulevés relativement aux besoins et aux travaux prévus dans le Plateau. Le montant de 30 M$ en 2027 est un transfert d'argent du provincial pour permettre l'élargissement de certains axes de transport Pink et La Vérendrye, qui s'ajoutent à d'autres sommes disponibles. L'image présentée à la page 7 vient fournir des explications sur le parcours d'un projet.

Une autre demande est présentée pour obtenir des précisions sur les gains obtenus suite au changement des façons de faire. Les projets des enveloppes détaillés ont été regroupés, pour permettre des économies et se donner de la flexibilité. Quant au PTI (plan triennal des immobilisations), on précise que la présentation diffère légèrement de l'an passé, avec explications.

Il est noté que des sommes de la réserve cycle de vie sont utilisées annuellement (page 12), soulevant un questionnement advenant des situations d'urgence. En référence à la page 15, des investissements devront être faits pour le réseau routier et il sera important de s'y attarder. Il est souhaité que le mandat qui sera présenté permette de répondre à certaines de ces préoccupations. Concernant la diminution prévue pour les surverses, on explique que les montants sont seulement transférés en 2028.

Une mise à jour du projet La Vérendrye est demandée, afin de savoir où est en rendu le dossier. Des précisions sont données.

Les changements climatiques occasionneront des coûts importants pour la Ville dans les prochaines années.

La demande des projets dépasse encore la capacité disponible, pour le maintien des infrastructures, malgré les investissements prévus. Les montants permettront le maintien, sans prévention possible. On demande quel serait le montant requis pour permettre le rattrapage et dans quel délai il pourra être réalisé. La Politique vise à limiter les urgences, pour évaluer les coûts à long terme et permettre une meilleure planification. Une autre demande est présentée afin de savoir si les investissements proposés permettront de rattraper le retard et le résorber ou si les défis demeureront. La Politique permettra de se donner une vision, la réalité est que le financement provincial est insuffisant.

Les plans de gestion des actifs par actif seront publics lorsque disponibles. L'osculation des réseaux routiers est aussi réalisée et présentée aux 3 ans.

Madame Andrée Loyer quitte la rencontre à 15 h 55.

La valeur des actifs est présentée, avec le montant qui devra être investi pour permettre le maintien des actifs. Des gestes sont posés pour tenter de consolider divers éléments, il est important de trouver un équilibre avec le ratio d'endettement, considérant notamment les grands projets d'envergure. La Ville a une capacité d'endettement, mais il est impossible de soutenir l'ensemble des immobilisations considérant le sous-financement, le rattrapage à réaliser et le développement souhaité. Des demandes sont présentées afin que tous les programmes puissent être mis à la disposition dans une même enveloppe, pour décision sur les investissements par les municipalités. On souhaite réduire l'écart entre les constats et les besoins futurs. Une préoccupation est soulevée quant à l'incapacité de maintenir actuellement les actifs vs les demandes pour le Tramway.

Des suivis sont faits en fin de présentation, en réponse à certains questionnements adressés.

La rencontre de travail sur l'étude du budget 2027 est suspendue à 16 h.

Messieurs Luc St-Arnaud, Patrick Larose et madame Johane Lavigne quittent la rencontre.

Messieurs les conseillers Marc Carrière et Adrian Corbo quittent leur siège.

Reprise de la rencontre de travail sur l'étude du budget 2027 à 16 h 10.

Messieurs Brahima Diarrassouba, directeur adjoint, Technologies de l'information, Justin Thibault, directeur, Interaction citoyenne et madame Luisa Restrepo, chef de service, Technologies de l'information se joignent à la rencontre.

RT20261104-P6 **BILAN 2026 DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE 2023-2027**

Présentation par madame Luisa Restrepo et monsieur Brahima Diarrassouba.

Une période de questions et de commentaires a lieu.

Les organisations publiques ont désormais l'obligation de gérer adéquatement leur parc informatique. Il est important de comprendre ce dossier et les décisions à prendre, considérant les impacts sur les citoyens.

Le déploiement de systèmes informatiques est complexe. Il est important de moderniser les systèmes, mais la gestion du changement est un élément critique du virage. Des ressources en surcroît ont été recrutées à cet effet, à même les budgets des projets.

On demande des explications sur l'explosion des coûts pour le projet de transformation numérique. On explique que le projet ÉLAN a évolué au cours des années, expliquant le budget présenté. Il devra y avoir de grandes discussions dans les prochaines années, considérant l'évolution des dossiers informatiques. Une demande est présentée pour confirmer les montants identifiés dans un article récemment paru. On réitère qu'il y a un défi, car les mêmes éléments ne sont pas comparés et des nuances sont apportées.

Il serait souhaité que le même modèle de présentation soit utilisé annuellement, que la même formule soit utilisée pour faciliter la compréhension.

On demande si la possibilité de faire une démarche conjointe avec d'autres villes pour la transformation numérique a été évaluée et si des comparables sont disponibles. On confirme que toutes les opportunités sont analysées, notamment quant aux possibilités de mutualisation, et que la Ville est en contact avec les autres grandes villes. Une demande est présentée pour avoir accès aux démarches réalisées.

Fin de la rencontre de travail sur le budget public à 16 h 40.

_____

Me Véronique Denis
Greffière
Service du greffe